

Insécurité, mobilité et migration des éleveurs dans les savanes d'Afrique centrale

Guy-Florent ANKOGUI-MPOKO*, Kedeu PASSINRING**, Boniface GANOTA***,
David KADEKOY-TIGAGUE****

*Université de Bangui, avenue des martyrs BP 1450, Bangui, République centrafricaine
– ankogui@yahoo.fr

**Université de N'Djaména, BP 1024 N'Djaména, Tchad

***Université de Ngaoundéré, BP 454 Dang, Cameroun

****Institut centrafricain de recherche agronomique, ICRA, BP 122, Lakouanga, Bangui,
République centrafricaine

Résumé — Depuis un peu plus d'une décennie, l'insécurité qui prévaut en zones de savanes d'Afrique centrale compromet la liberté de circuler, notamment pour les pasteurs transhumants. L'objet de l'étude est de montrer que cette insécurité influence les déplacements régionaux du bétail, les migrations des pasteurs et menace la sécurité alimentaire. La recherche a été réalisée dans les terroirs Ardesac du Cameroun, de Centrafrique et du Tchad. Les données ont été recueillies entre 2005 et 2007, à partir d'une revue bibliographique et d'enquêtes de terrain. L'insécurité se manifeste par des prises d'otages, des rackets, des attaques de campements et des assassinats. La crise économique, les troubles politico-militaires et la libre circulation des armes sont les principales causes identifiées. Les acteurs de cette insécurité (bandits de grands chemins, groupes armés incontrôlés, forces de l'ordre, certains agents de l'administration...) trouvent des complicités au sein des communautés concernées et des commerçants de bétail. Ce phénomène provoque des fuites vers les régions encore stables, une paupérisation des éleveurs et des problèmes de ravitaillement en viande et en lait dans les trois pays. On estime que plus de 600 000 têtes de bœufs ont migré au Nigeria. Cette insécurité révèle le risque de disparition de l'élevage, tant transhumant que sédentaire, dans les villages victimes de ces exactions. Il y a, là, d'importants défis pour les gouvernements nationaux dans le cadre des politiques d'intégration régionales de lutte contre les bandits de grands chemins qui ont tendance à utiliser les espaces transfrontaliers pour se cacher.

Abstract — *Insecurity, mobility and migration of herdsmen in the savannah areas of Central Africa.* For more than 10 years, the prevailing insecurity in the savannah areas of Central Africa has limited freedom of movement, especially for transhumant herdsmen. The aim of the study is to demonstrate that this insecurity influences the regional movement of livestock, herdsmen's migrations and is a threat to food security. The research was conducted on ARDESAC territory in Cameroon, Central Africa and Chad. Data was collected between 2005 and 2007, from a specialized bibliographic review and field surveys. Hostage taking, rackets, attacks on camps and murders are a manifestation of the insecurity. The economic crisis, the political and military troubles and the open trafficking of weapons have been identified as the major causes. Those responsible for the insecurity (highwaymen, uncontrolled armed groups, even the armed forces and some civil servants...) have close links with the communities concerned and the livestock traders. This phenomenon is responsible for displacing people to areas that are still stable, increasing poverty among herdsmen and problems with the supply of meat and milk in the three countries. More than 600,000 cattle are estimated to have migrated to Nigeria. This insecurity has meant that livestock production, whether transhumant or sedentary, is in danger of extinction in the villages that have suffered from the atrocities. This presents major challenges to national governments in the framework of regional integration policies to combat highwaymen, who generally hide in the areas situated on the borders.

Les zones de savanes d'Afrique centrale auxquelles nous faisons référence correspondent approximativement aux régions du Cameroun, de Centrafrique et du Tchad, comprises entre 4° et 12° nord, et 11° et 24° est.

L'élevage pastoral y est l'un des principaux modes d'exploitation des ressources naturelles. Il est caractérisé par la mobilité saisonnière ou continue des pasteurs et de leur bétail, ainsi que des flux internes et transfrontaliers du bétail de commerce entre les zones de forte production et les zones de consommation. On estime l'effectif du cheptel de ces trois pays à 16,7 millions de bovins (FAO, 2008).

Tableau I. Répartition du cheptel bovin en zone CEMAC.

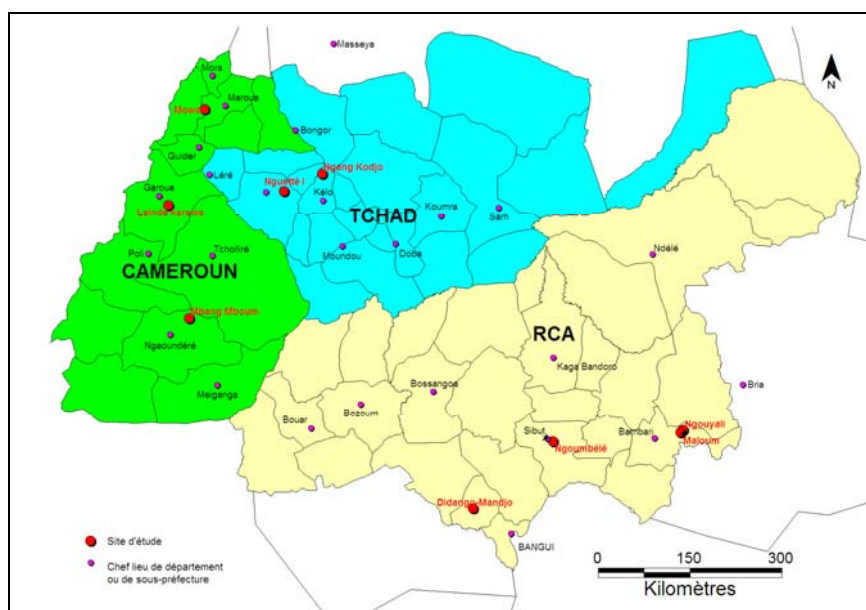
Pays	Effectif du cheptel (Nombre de têtes)	Pourcentage (%)
Cameroun	6 000 000	35,82
Centrafrique	3 600 000	21,49
Tchad	7 000 000	41,79
Congo	110 000	0,66
Gabon	36 000	0,21
Guinée Equatoriale	5 050	0,03
Total	16 751 050	100,00

Source : ANDE, 2008 ; FAOSTAT, 2008.

Depuis un peu plus de deux décennies, les pasteurs dont les déplacements ont pour objectif de protéger leurs animaux contre les contraintes naturelles telles que la sécheresse et les maladies sont la cible de bandits de grands chemins, d'escrocs qui les agressent, leur extorquent de l'argent, prennent en otages leurs enfants et exigent de fortes rançons. Que sont ces exactions ? Quelle est leur ampleur et qui en sont les auteurs ?

En outre, depuis les cinq dernières années, on constate un déplacement des pasteurs de la plupart de leurs fiefs vers d'autres régions et surtout vers les pays voisins. Quelles en sont les raisons et quelles en sont les conséquences ? Comment juguler l'insécurité qui sévit dans la région et revaloriser l'élevage pastoral en Afrique centrale ? C'est à ces questions que nous tenterons d'apporter quelques réponses dans cette étude en montrant comment l'insécurité généralisée dans la région influe les déplacements régionaux du bétail et les migrations des éleveurs.

L'étude s'appuie sur des données collectées sur le terrain dans les provinces de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord au Cameroun, dans les préfectures de l'Ombella-Mpoko, Kémo, Ouaka et la Sangha-Mbaéré en Centrafrique, et dans les départements du Salamat, du Lac Weiï, de Mayo Dallah, du lac Lééré et du Moyen Chari au Tchad. Ces données ont été complétées par une bibliographie et des informations recueillies auprès des autorités administratives, du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations-Unies pour l'enfance (Unicef), du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), etc.



Source : Prasad/Ardesac.

Figure 1. Répartition des terroirs de référence.

L'insécurité touchant les éleveurs : manifestations, causes et acteurs impliqués

Les différentes manifestations de l'insécurité

Le phénomène des coupeurs de routes

Les exactions des coupeurs de route, couramment appelés « *zaraguinas* » en Afrique centrale, date de plusieurs décennies. En Centrafrique, les premières informations concernant ces bandits de grands chemins ont commencé à circuler dans les années 1980, après que des voyageurs aient été arrêtés et dépouillés par ces brigands dans le nord-ouest du pays. Au Cameroun, c'est au cours des années 1990 que ce phénomène fait son apparition dans les départements du Logone et Chari, du Mayo-Danaï et du Mayo-Rey. Depuis, il n'a cessé d'évoluer, au point qu'aujourd'hui, il a pris une ampleur que ces pays n'ont jamais connue auparavant. Qui sont ces *zaraguinas* ?

Leur identification réelle est récente. D'après C. Seignobos (2008), le mot « *Zargina* » ou « *Zaraguina* » vient de l'arabe du Tchad *zarâg'*. Longtemps désignés comme des étrangers, des soldats défilés des armées « sudistes » ou « nordistes » du Tchad, ils sont constitués en fait de groupes très composites. Pour la plupart de ceux qui ont subi les méfaits des *zaraguinas*, il s'agit d'Arabes du Tchad ou de Ouddas (Mbororo moutonniers) également originaires du Tchad. S'y sont adjoints différents groupes de population : mécontents, brigands opportunistes, jeunes villageois oisifs en quête de gains faciles et des rebelles en action actuellement en RCA, au Tchad et au Soudan (Ankogui-Mpoko *et al*, 2004).

Ces bandits utilisent deux techniques : la première consiste à intercepter les éleveurs en brousse lors des déplacements de transhumance et à les dépouiller de tous leurs biens et argent ; la deuxième technique est celle des prises d'otages. Elle est la forme d'exaction la plus déstabilisante pour les éleveurs. Les principales victimes sont les enfants et les proches des éleveurs fortunés.

Sur la base des témoignages des Ardo'en² et des chefs de village, on estime que les interceptions d'éleveurs en brousse représentent les trois-quarts des prises d'otages chez les éleveurs Mbororo. En Centrafrique, entre 2005 et 2006, 57 enfants ont été pris en otages dans l'Ombella-Mpoko dont 13 dans la commune de Boali. Dans la Ouaka, on parle de 18 cas dont 15 dans la commune d'élevage de Ouro-Djafun. Au cours des huit premiers mois de 2007, on a dénombré 320 cas dans l'Ouham-Pendé. Au Cameroun, durant les deux dernières années, il ya eu près de 600 cas de morts dans la partie septentrionale du pays et 48³ enfants égorgés en début de l'année 2008.

Ce fléau est d'autant plus dramatique que les forces de défense et de sécurité sont incapables d'endiguer ce phénomène en raison de leur sous-équipement et de l'existence d'un réseau complexe de complicités. Depuis 2001, les *zaraguinas* se sont dotés de moyens de communication sophistiqués (téléphones satellitaires...) qui leur permettent de se renseigner où qu'ils soient, en s'appuyant sur un réseau de complicité dans les villes et les villages. La sélection des cibles et le fait que les *zaraguinas* soient toujours partis au moment où arrivent les forces de l'ordre témoignent de cette complicité.

Certaines accusations visent les commerçants du bétail basés dans les grandes villes des trois pays. En effet, certains éleveurs et villageois affirment que la présence des commerçants coïnciderait toujours avec une forte recrudescence d'activité des *zaraguinas* dans leur région. Les commerçants, pour faire baisser les prix des bœufs, fourniraient des armes à de jeunes villageois, afin que ceux-ci aillent s'attaquer aux membres des familles de certains grands éleveurs qui, acculés, sont contraints de brader leurs bœufs.

Enfin, comme le souligne C. Arditi (2002) « les rapt d'enfants d'éleveurs riches supposent une bonne connaissance du milieu peu compatible avec l'appartenance à une autre ethnie ». Nos enquêtes révèlent que certains jeunes peuls sont chargés d'identifier les victimes solvables et de servir de guide aux *zaraguinas*.

1 Il s'agit d'après cet auteur d'un tissu bleu indigo sombre. Les coupeurs de route, qui ne voulaient pas être reconnus, s'enduisaient le visage avec les boules bleues utilisées pour la lessive.

2 Ardo'en est le pluriel de Ardo, qui en langue fulfulde signifie chef, celui qui conduit les troupeaux.

3 Chiffre avancé dans le journal CÉil du Sahel, n°289 du 04 août 2008. Mais à en croire les enquêtés, la réalité est loin de ce qui y est avancé.

Les rackets et les abus de pouvoir

Les enquêtes menées sur le terrain font apparaître de multiples exemples de rackets par les autorités militaires, administratives et techniques. A chaque niveau, de bas en haut, un ensemble de stratégies semble mis en place pour soustraire de l'argent aux éleveurs.

Dans les villages, il est question, de la part des agriculteurs et de leur chef, de surestimation des dégâts causés les troupeaux⁴. Cette escroquerie est basée sur des calculs fantaisistes de rendements de parcelles détruites par les boeufs. Les éleveurs doivent payer aux autorités des amendes qui varient de 500 F CFA à 15 000 F CFA en RCA et de 5 000 F CFA à plusieurs centaines de mille au Cameroun.

Le harcèlement des éleveurs est une des multiples formes d'exaction perpétrées par tous les services administratifs, techniques et les forces de l'ordre. Ces derniers extorquent régulièrement aux éleveurs de l'argent et du bétail par abus de pouvoir. Cette pratique fait dire aux grands Ardo'en Mbororo que les « zaraguinas du village » sont pires que ceux de la brousse, car on ne peut leur échapper. A la différence des « populations autochtones », les éleveurs ne bénéficient d'aucune protection des autorités locales. Ils sont généralement perçus comme des gens aisés en mesure d'assumer des dépenses monétaires importantes. Dans les préfectures du nord-est de Centrafrique et les provinces septentrionales du Cameroun, les accusations portées contre les éleveurs Ouddas et Mbororos aggravent cette situation et ces tracasseries sont une des causes du départ des éleveurs qui disent ne plus pouvoir circuler tranquillement dans ces régions sans être rackettés.

Les causes des violences envers les éleveurs

Les troubles politico-militaires, un véritable fléau pour les savanes d'Afrique centrale

Les troubles politico-militaires sont de loin, la source principale de l'insécurité dans les savanes d'Afrique centrale. En dehors du Cameroun qui est resté relativement stable au cours de ces trente dernières années, la RCA et le Tchad connaissent, eux, une situation de perpétuelle instabilité.

En RCA, les tensions politiques et sociales croissantes, aggravées par une situation économique catastrophique ont conduit au coup d'Etat de mars 2003. En dépit des élections de mai 2005, la situation sécuritaire n'a cessé de se détériorer, du fait des actions des groupes armés hostiles au président Bozizé. Cette situation de crise permanente favorise la prolifération d'armes légères en provenance des pays voisins (Tchad, Soudan, RDC), confrontés également à des conflits récurrents⁵.

Au Tchad, la lutte pour le pouvoir, qui a dégénéré en guerre civile dans les années 1980, a favorisé la circulation incontrôlée des armes et a fragilisé l'autorité de l'Etat. La situation s'est aggravée avec d'une part, la démobilisation d'une partie de l'armée au motif d'une restructuration et d'autre part la rupture de contrat entre les agences privées de sécurité et le consortium d'exploitation du pétrole de Doba. Les soldats démobilisés ainsi que les agents de sécurité livrés à eux-mêmes sans ressources sont vite devenus des dangers publics.

Contestations politiques, rébellions à répétition, coups d'Etat, la RCA et le Tchad sont depuis la fin des années 1970 dans une tourmente que la crise économique a exacerbée.

La crise économique et ses conséquences

Contraints au début des années 1980 d'adopter des Programmes d'ajustement structurel (PAS), le Cameroun, la RCA et le Tchad, comme la plupart des pays d'Afrique centrale, sont peu à peu entrés dans une crise économique très grave. La dévaluation du franc CFA en 1994 a mis l'économie de ces pays à terre. Il en est résulté un mécontentement croissant des populations, exténuées de vivre dans la misère.

L'incapacité des Etats à consolider leurs structures de production au cours d'un demi-siècle d'indépendance, l'augmentation du nombre de chômeurs, l'accumulation d'arriérés de salaires (en RCA et au Tchad) ont conduit à des vagues de grèves et de protestations de la part des fonctionnaires, des

4 Le Secrétaire de la préfecture de Bouar (Nana-Mambéré) considère qu'au niveau des villages, il y a rarement une base juridique pour les constats des dégâts.

5 A en croire les résultats de l'étude menée par l'International Displacement Monitoring Center et Norwegian Refugee Council, au moins 50 000 armes de petit calibre seraient en circulation en République centrafricaine en 2006, pour une population de quelque 4 millions d'habitants.

étudiants dans les trois pays et à des mutineries en RCA et au Tchad. Cette situation de crise s'est conjuguée avec la prolifération d'armes de guerre, facilitée par les rebellions au Tchad et en Centrafrique et favorisant des actes de vandalismes dont les principales victimes ont été des éleveurs.

Les changements dans les mouvements du bétail comme conséquence de l'insécurité

Analyse de la situation générale des déplacements liés à l'insécurité

L'insécurité générale qui règne aujourd'hui en Afrique centrale est l'une des principales causes des déplacements globaux de populations dans cette région. En 2006, la répétition d'attaques de rebelles a provoqué des représailles de l'armée centrafricaine à l'encontre de civils suspectés de complicité, ce qui a conduit à de nouveaux déplacements tant à l'intérieur du pays qu'à travers les frontières avec les pays voisins.

Les chiffres officiels des organes des Nations Unies installés en Centrafrique font état d'un nombre trois fois plus important de personnes déplacées à l'intérieur du pays au cours de l'année 2006, « passant de 50 000 en avril à 150 000 à la fin de l'année » (IDMC/NRC, 2007). D'après ces mêmes sources, environ 50 000 personnes auraient fui vers les localités frontalières du Tchad et 50 000 autres vers le Cameroun. Certaines informations indiquent également que des civils auraient fui vers le Soudan au nord-est.

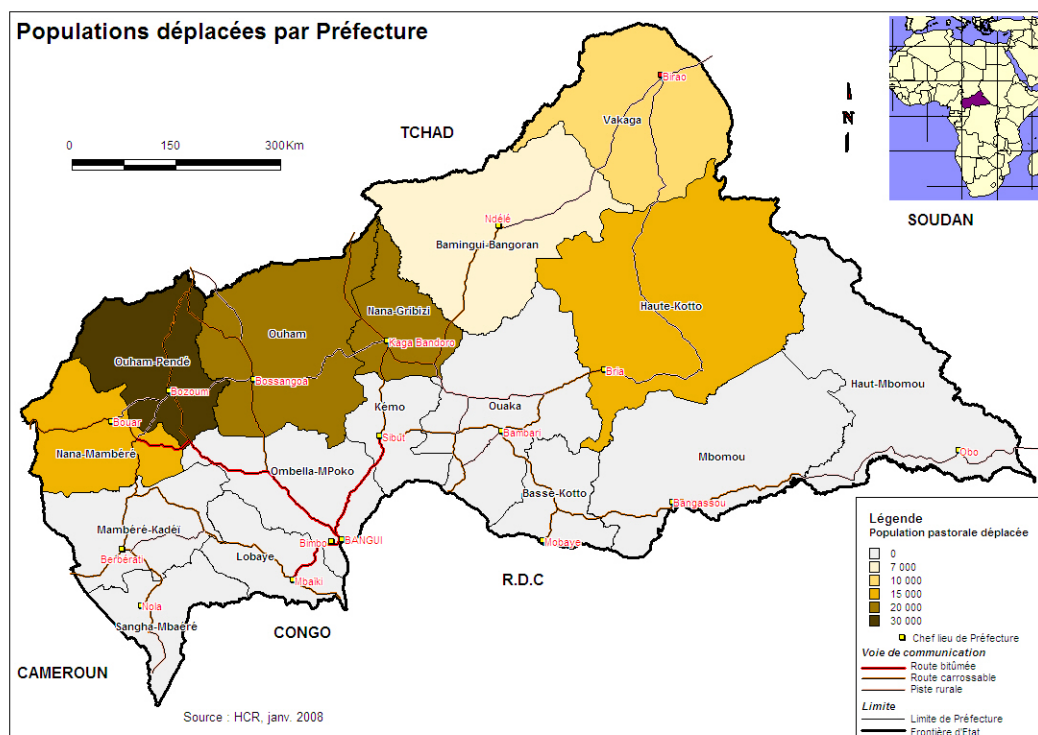


Figure 2. Populations déplacées par préfecture en RCA.

Les mouvements actuels du bétail : instinct de survie et réaction contre la paupérisation

Les résultats actuels des études sur les déplacements régionaux du bétail en RCA au Cameroun et au Tchad font apparaître que les mouvements du bétail ces dernières années sont largement commandés par les conditions de sécurité déplorable décrites ci-dessus. Bien que difficiles à chiffrer, les impacts économiques de l'insécurité sur le secteur de l'élevage sont énormes et s'observent à la fois au sein de la famille et dans l'ensemble du secteur pastoral.

Aujourd'hui, la paupérisation gagne de nombreuses familles Mbororo. Les rançons exorbitantes que sont contraints de verser les éleveurs aux preneurs d'otages compromettent généralement l'avenir de leur exploitation. D'après certaines victimes, il leur faut souvent vendre entre 50 et 150 bœufs pour s'en acquitter. Ce qui équivaldrait alors à des montants allant de 500 000 F CFA à 10 000 000 de F CFA (750 à 15 000 €). Des cas de rançons nécessitant la vente de plus de 300 bœufs ont même été signalés. Un commerçant de Bouar (Nana-Mambéré) affirme que depuis 2004, la vente forcée de bœufs sur les marchés frontaliers avec le Cameroun (N'gaoui, Garoua Mboulai et Gbiti) se chiffrent à 700 têtes par marché et par semaine. Cela équivaldrait à environ 8 000 têtes par mois en dehors des ventes régulières, soit un montant global d'environ 600 millions de F CFA (1 000 000 € environ).

Du fait de l'insécurité, l'économie pastorale dans les trois pays est, aujourd'hui, sinistrée. Tous genres d'activités économiques dans ce secteur sont devenus des activités risquées. Ce qui se répercute sur les prix de la viande de bœuf dans les villes. Les éleveurs de Bowaye et de Zéré dans l'Ouham estimaient les pertes subies en 2003 et 2004 à 700 millions de F CFA soit un peu plus d'un million d'euros (Ankogui-Mpoko *et al.*, 2004). Pour le Nord Cameroun, les pertes se chiffrent à environ 4 milliards de F CFA entre 2006 et 2007. Les montants sont énormes et traduisent un déstockage spectaculaire parmi les éleveurs de la région du nord-ouest de la RCA et du nord du Cameroun. Si l'on tient compte de la taille moyenne du cheptel par famille d'éleveur qui est de 60 têtes, une seule prise d'otage le réduirait à néant. Dans certains villages, certains éleveurs ont été rançonnés plusieurs fois (cas à Laïndé Karéwa, au Cameroun).

En plus de la perte de leurs biens, les attaques des coupeurs de routes et des groupes armés entraînent souvent des blessés, voire des morts d'homme. En 2004, 15 éleveurs, dont deux maires de communes d'élevage ont été assassinés à leur domicile. En 2007, 28 éleveurs l'ont été dans l'Ouham-Pendé, 6 dans l'Ombella-Mpoko.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi les Mbororo sont obligés de quitter leur ancienne zone de prédilection. Comme le soulignait Boutrais (1990), « la mobilité est pour eux une méthode de défense face à des agressions externe et également, une capacité de s'adapter et de tirer profit, au loin, de meilleures conditions pour l'élevage ». Cette insécurité qui ne cesse de s'accroître a bouleversé la géographie de l'élevage, notamment en Centrafrique où la situation est plus critique qu'au Cameroun et au Tchad.

Les différents types de mouvement du bétail liés à l'insécurité

Les rapprochements des éleveurs des villages et des grandes routes

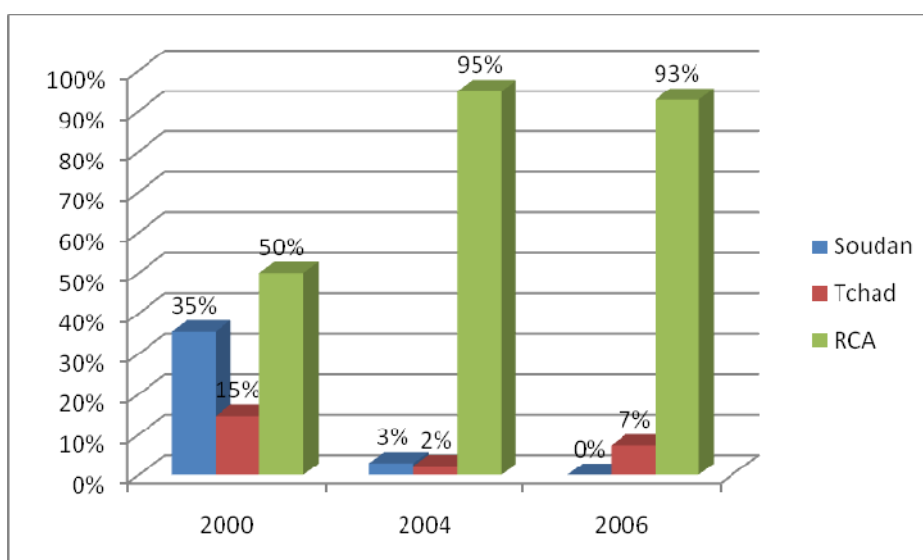
Beaucoup d'éleveurs s'installent dans les villages et les bourgs pour échapper aux exactions des coupeurs de route. A Didango-Mandjo dans la commune de Boali par exemple, on ne retrouve qu'une famille sur la trentaine qui y vivait en 2000. Le même phénomène a été observé dans la province du Nord-Cameroun, où de nombreux éleveurs se sont installés dans les villes les plus proches.

Ces rapprochements des villages et des villes sont à l'origine de changements d'activités. De nombreux éleveurs n'ayant plus de bétail se sont convertis à l'agriculture. D'autres exercent divers métiers pour survivre : pêche, petit commerce, pneumatique, taxi moto, etc. On retrouve parfois certains jeunes de Didango-Mandjo à Bangui, où les plus chanceux poursuivent des études. Les autres exercent les métiers de gardiennage, d'intermédiaires sur le marché à bétail, de chargeurs de véhicules, etc.

Les changements de régions

S'il est vrai que des éleveurs transhumants continuent toujours de sillonner les savanes d'Afrique centrale à la recherche de bons pâturages, il n'en demeure pas moins que la plupart d'entre eux ont changé de région du fait de l'insécurité. Le constat d'une réduction drastique du nombre de grands transhumants s'installant dans nos sites d'enquêtes est partagé par tous.

Du côté des éleveurs autochtones à Didango-Mandjo, sur la vingtaine de campements autrefois installés dans le terroir, un seul subsiste. Tous les autres sont partis pour d'autres régions du pays où règne encore un semblant de paix : sud-ouest (Boda, Carnot, Nola), est et sud-est (Bambari, Alindao, Bangassou, Mboki). Une concentration importante d'éleveurs a été signalée dans l'extrême est du pays, où l'on ne trouvait autrefois que peu de pasteurs. Comme le souligne Kotaguinza (2000), « au recensement général de l'élevage de 1983, il n'y avait pratiquement aucun bétail dans le Haut-Mbomou ». Le premier éleveur Mbororo n'y serait arrivé qu'en 1987. Aujourd'hui, on compterait environ 250 000 têtes de bovins dans cette préfecture.



Source : Agence nationale de développement de l'élevage, 2007.

Figure 3. Evolution des offres de bovins sur pied au marché à bétail de PK 13 de Bangui.

La permanence de l'insécurité dans les zones frontalières a également modifié les flux de bétail commerciaux. Les éleveurs et commerçants, craignant d'être attaqués, choisissent de s'approvisionner dans de nouveaux marchés et changent de direction dans leurs mouvements de convoyage du bétail. Le renforcement des flux vers le Nord-Cameroun et le Nigeria, ou le contournement de la RCA par la partie est pour aller en République démocratique du Congo participent de cette logique. Les conséquences sont la réduction des offres bovines tchadiennes et soudanaises sur les marchés centrafricains qui approvisionnent également les marchés congolais (figure 3). Il s'ensuit ainsi une augmentation des prix des bovins mis sur les marchés ainsi que de la viande bovine (tableaux II).

Tableau II. Evolution des prix de vente de bœufs sur pied au marché à bétail de PK 13 de Bangui (F CFA/tête).

Âges des bœufs	1990	2000	2006
2 – 3 ans	25 000 – 45 000	50 000 – 70 000	120 000 – 150 000
4 – 6 ans	90 000 – 110 000	110 000 – 150 000	220 000 – 270 000
Plus de 7 ans	140 000 – 200 000	180 000 – 250 000	280 000 – 440 000
Castrés (plus de 6 ans)	180 000 – 220 000	240 000 – 280 000	380 000 – 500 000

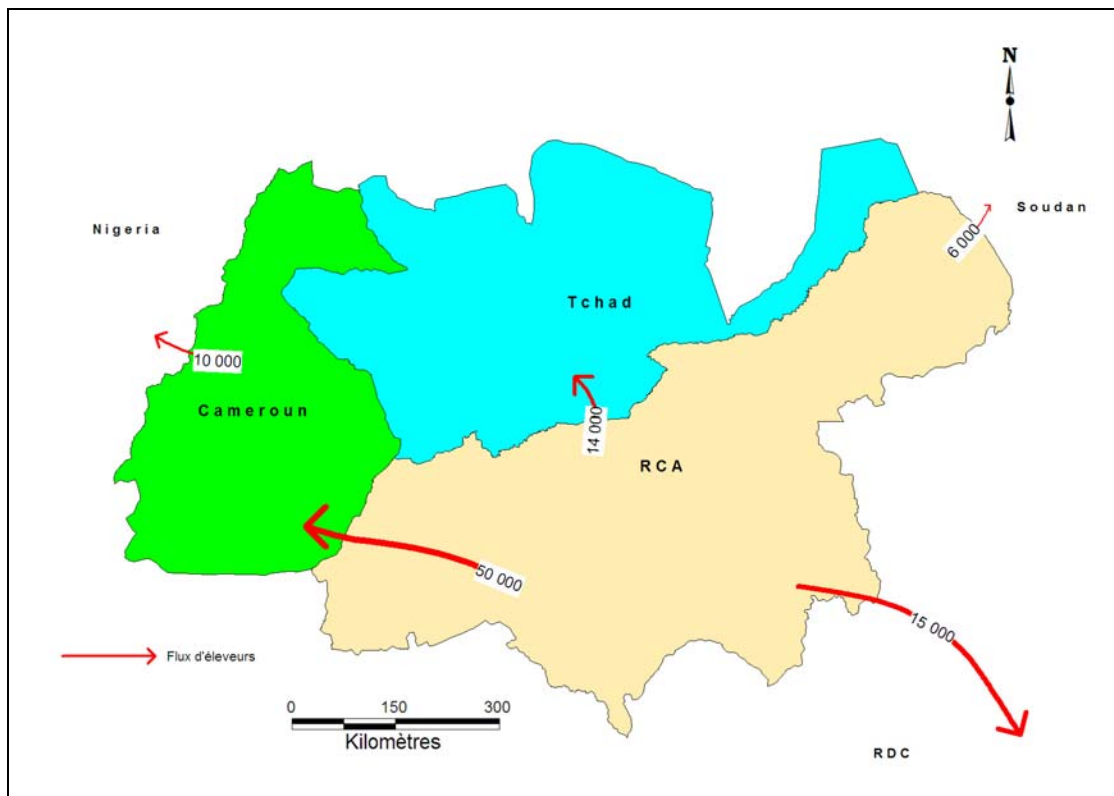
Source : ANDE, 2007.

Les migrations vers les pays voisins

Les mouvements transfrontaliers du bétail en zone de savane d'Afrique centrale datent de la fin du XIX^e siècle, avec l'installation des Peuls au Cameroun, puis en RCA au début du siècle dernier. Ces déplacements qui au début suivaient la direction nord-ouest sud-est n'ont cessé de se complexifier, sous l'effet des troubles sociaux et politico-militaires déjà évoqués. En Centrafrique, depuis 2003, l'amplification de l'insécurité a poussé de nombreux éleveurs, soit à refluer vers le Cameroun et le Tchad, soit à traverser tout le pays en direction de l'est pour gagner la RDC et le Soudan.

Au Cameroun, environ 50 000 éleveurs Mbororo se seraient réfugiés dans les régions de l'est (Amnesty International, 2008 ; Unocha, 2008). Ils ont commencé à arriver au Cameroun en provenance de Centrafrique en avril 2005 et le flux s'est accru régulièrement. Dans le même temps, plus de 600 000 bovins ont pris la direction du Nigeria. La DAM⁶ évoque par ailleurs le départ d'une proportion importante d'Ardo'en locaux du département de la Basse-Kotto vers la RDC. Ces exemples illustrent le drame dans lequel vivent actuellement les éleveurs. Cette situation pose la question de l'avenir de l'élevage bovin, et particulièrement celui du pastoralisme en zones de savanes d'Afrique centrale.

⁶ Direction d'actions mutualistes, l'une des directions de la Fédération nationale de l'élevage centrafricain (FNEC).



Source : HCR, Ministère de l'administration du territoire, UNOCHA.

Figure 4. Flux migratoires des éleveurs centrafricains réfugiés dans les pays voisins.

Discussion et conclusion

Ce travail sur l'insécurité et les déplacements régionaux du bétail soulève d'importants problèmes tels que la capacité des Etats à garantir leur souveraineté, l'incidence de la chute de l'élevage bovin sur la sécurité alimentaire et enfin les implications de cette situation sur la gestion des ressources naturelles.

Evoquer la sécurité implique directement de parler de la souveraineté des Etats. Un Etat souverain est un Etat capable de protéger ses citoyens, de leur garantir la liberté d'aller et de venir. Or, on constate que l'insécurité actuelle en zone des savanes d'Afrique centrale touche tout le monde sans exception. Le fait que des « coupeurs de routes » volent, pillent, prennent des otages, violent et tuent, et cela jusqu'aux plus hautes autorités politiques, administratives et militaires, dénote de la difficulté qu'ont les Etats à jouer, à quel que niveau que ce soit, leur rôle de protecteur.

Que ce soit en Centrafrique ou au Tchad, l'Etat n'a qu'une maîtrise partielle de l'espace national, puisque les forces de l'ordre ne contrôlent que temporairement les grands axes de circulation et la plupart des grands bourgs et villes. Il s'agit donc d'une atomisation du pouvoir. Les rebellions armées affaiblissent de plus en plus les pouvoirs centraux. A cela, s'ajoute le fait que certains agents sensés résoudre les problèmes paraissent au contraire les envenimer, sans que des sanctions adéquates soient appliquées. Les agressions envers les éleveurs se font au vu et au su de tout le monde. Pourquoi cette apathie des services de l'Etat ? Proviendrait-elle d'une difficulté réelle ou d'une volonté de nuire à une population encore et toujours considérée comme étrangère ?

Il est clair qu'il y a un manque évident de volonté politique, du moins pour certains Etats d'Afrique centrale, d'éradiquer ce problème. Face cette situation il est de notre devoir de mettre en garde les décideurs sur les risques graves pour la sécurité alimentaire que le départ ou l'appauvrissement des éleveurs pourrait engendrer.

Les trois pays ont souscrit à la charte des Nations-Unies dans le domaine de la sécurité alimentaire. Au Cameroun, en Centrafrique et au Tchad, la production bovine assure un rôle essentiel dans l'amélioration de la sécurité alimentaire qui peut être appréciée à deux niveaux : (i) l'apport en protéines

animales essentielles pour assurer une alimentation équilibrée, à travers l'approvisionnement en viande, en lait et en produits laitiers ; et (ii) la diversification des activités et de sources de revenus des éleveurs, permettant à ceux-ci de réaliser de nouveaux investissements, d'acquérir des produits alimentaires de base et d'améliorer leur niveau de vie. Comment ces pays pourraient-ils atteindre leurs objectifs si l'une des activités clés pour l'alimentation des hommes est négligée ?

Quoi qu'il en soit, laisser les bandits déstabiliser les activités pastorales constitue un danger. En effet, ils contribuent non seulement à l'affaiblissement d'un secteur producteur de ressources importantes en protéines animales, mais également à l'épuisement des réserves disponibles que constitue la faune sauvage. Comme le soulignait Prioul (1971), le développement de l'élevage bovin dans cette région d'Afrique centrale a permis de répondre aux besoins en protéines animales des populations locales et de préserver la faune sauvage. Négliger le premier est à coup sûr hypothéquer le second, qui dans nos pays se trouve déjà fragilisé.

Au-delà des problèmes de préservation de la faune, l'instabilité des éleveurs provoque dans les zones d'arrivée voire de départ d'énormes problèmes de gestion des ressources naturelles (sols, pâturages, ressources en eau, etc.). L'arrivée des Mbororo centrafricains au Cameroun pose des problèmes dans la gestion des ressources pastorales déjà limitées et soulève des conflits liés au non respect des règles d'accès à ces ressources locales. Ces conflits quand ils surviennent compromettent la paix sociale et donc le développement local.

Des solutions urgentes doivent être trouvées. Parmi celles-ci, nous pensons que les trois pays pourraient se mobiliser pour rétablir la sécurité en coordonnant leurs efforts et leurs moyens. L'insécurité qui englobe pratiquement l'ensemble de la sous-région est un défi important pour chaque gouvernement. Pour l'éradiquer, il faudra dans un premier temps mettre sur pied une stratégie cohérente anti-zaraguinas afin de sécuriser les campagnes. Puisque l'insécurité touche à la problématique frontalière avec des pays voisins instables, toute stratégie à cet effet doit être coordonnée entre les Etats afin d'éviter que les zaraguinas ne puissent aller se réfugier dans les pays voisins. Ces gouvernements devront chercher à atténuer les problèmes transfrontaliers qui se posent à chacun d'eux, ce qui permettrait de mettre en place des brigades de patrouilles mixtes.

Au-delà des drames humains engendrés, cette situation d'insécurité tend vers l'asphyxie de toute une région aboutissant à l'aggravation de la pauvreté et à une démultiplication des problèmes alimentaires et sanitaires si aucune mesure appropriée n'est prise par les Etats concernés.

Références bibliographiques

ANDE, 2007. Données actualisées sur la production animales en République Centrafricaine. Agence nationale de développement de l'élevage. Rapport d'activités, Bangui, 15 p.

AMNESTY INTERNATIONAL, 2007. Les civils en danger dans le Nord incontrôlé de la République Centrafricaine. Rapport, 25 p.

ANKOGUI-MPOKO, G.F., 2002. Sociétés rurales, territoires et gestion de l'espace en RCA. La difficile intégration de l'élevage et de l'agriculture au nord-est de Bambari. Thèse de doctorat. Université de Bordeaux 3, 394 p.

ANKOGUI-MPOKO G.F., BANZAHAF M., DOUMA P., 2004. Les conflits agriculteurs éleveurs. Rapport de mission d'étude sur les conflits en RCA. Fév-Mars 2004, FNEC, Bangui, 78 p.

ARDITI C., 2002. Les acteurs de la commercialisation du cheptel bovin en RCA, Paris, FNEC/Ministère des Affaires étrangères, 117 p.

ARDITI C., 2003. Les violences ordinaires ont une histoire : le cas du Tchad. Politique africaine, Paris, 2003, n°91, p. 51-67.

ARDITI C., CHACHIR W., PICARD J., MBAIKI L., 2001. Étude socio-économique des Peuls de RCA. Rapport d'étude, FNEC/Ministère des Affaires étrangères, Paris, 100 p.

BOUTRAIS J., 1990. Les savanes humides dernier refuge pastoral : l'exemple des Wodaabé, Mbororo de Centrafrique. Genève Afrique 28 (1) : 65-90.

INTERNATIONAL DISPLACEMENT MONITORING CENTRE, 2007. Déplacements internes en République centrafricaine : une crise de protection. Rapport de mission de recherche effectuée en RCA en octobre 2006, Genève, 34 p.

KADEKOY-TIGAGUE D., 2001. Diagnostic de la filière bovine sur pied en République centrafricaine. Document de travail. ICRA/PRASAC. 50 p.

KOTAGUINZA G., 2002. Développement du secteur d'élevage centrafricain. Rapport, ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Bangui, 76 p.

MAGRIN G., 2001. Le sud du Tchad en mutation : des champs de coton aux sirènes de l'or noir. Montpellier, CIRAD, 470 p

PRIOUL C., 1971. Eleveurs nomades et paysans sédentaires dans le Nord-Ouest centrafricain. *In* : CEGET : Quatre études sur l'élevage, Trav. Doc. Géogr. Trop. n° 3, p. 1-42.

PNUD, 2006. Programme des Nations-Unies pour le développement. Human development report 2006.

SEIGNOBOS C., 2008. La question Mbororo réfugiés de la RCA au Cameroun. Rapport d'étude, Ministère des Affaires Etrangères, HCR, Paris, 158 p.